

CDEN du jeudi 7 février 2019



Monsieur le Préfet, madame la directrice d'Académie, monsieur le président et/ou madame la vice-présidente du Conseil départemental, mesdames et messieurs.

Excusez, monsieur le Préfet, de ce que les réunions de l'Éducation nationale donnent lieu à des déclarations préalables... mais elles montrent, si besoin est, que l'école est intrinsèquement liée à la société, et que tout choix politique se répercute aussi dans nos lieux de travail.

Aujourd'hui comme jamais, cela est vrai.

Je vais vous expliquer pourquoi :

Cela fait une dizaine de semaines que le dernier CDEN s'est réuni.

Cela fait environ la même durée que notre pays est confrontée à une mobilisation de citoyens, souvent les sans-voix laissés pour compte de la France « Start-up » des métropoles, les péri-urbains obligés à faire 40 kilomètres ou plus pour pouvoir se loger, les précaires de tous horizons qui fleurissent en même temps que la France soit-disant « se modernise »... Les dizaines de milliers d'AESH dans l'éducation nationale illustre ce recours à la précarité avec un métier répondant à de véritables besoins, mais avec un minimum de moyens en terme de salaires et de droits qui sont souvent baffoués comme celui d'avoir ses frais de déplacements remboursés.

Ce mouvement, avec ses débordements certes contestables, a eu comme conséquence de fragiliser un chef de l'État qui, auparavant, omnubilé par sa grandeur jupitérienne, a dénigré à tout partenaire social l'écoute nécessaire pour le vivre ensemble. Ainsi le boycott des maires lors de leur congrès, malgré la parole donnée un an plus tôt... Ainsi les organisations syndicales de salariés, qui à ses yeux représentaient un « autre monde » loin de ses rêves de modernité, d'efficacité, de start-up ubérisée et autre mondialisation forcée mais obligatoirement assénée comme bonne et juste.

Le résultat est brutal : une dizaine de morts et des centaines de blessés pour que

de premières concessions aboutissent : taxe gasoil retirée comme la CSG sur les pensions des retraités... Avec aussi le lancement d'un grand débat... qui visiblement dans notre Morbihan ne semble pas très porteur.

Mais ces occupations de ronds-points et ces manifestations du week-end, loin d'atténuer la rigidité de la gouvernance macronienne, voit au contraire une répression de la part des « forces de l'ordre », et je mets, hélas, des guillemets à « forces de l'ordre »... Car le recours de certains agents à l'éborgnage et les blessures extrêmement graves via des armes non-létales diverses (flash-ball, lanceurs de balles divers et grenades de désencerclement lancées sans être encerclé...) et la faiblesse des sanctions à l'encontre des policiers qui utilisent de ces armes de façon dysproportionnée rejailli sur l'ensemble des forces de l'ordre de notre République.

J'en arrive à l'école, le lien est direct :

Nous vous prévenons, monsieur le Préfet, que cette pratique de la violence est en train de discréditer les forces de l'ordre parmi nos élèves, parmi nos enfants, parmi les citoyens. La violence de l'État n'est légitime que parce qu'elle représente la Justice... or ce lien semble, aux yeux de beaucoup, dont une part grandissante de la jeunesse de notre pays, de moins en moins légitime. Il est grand, le danger, lorsqu'une société se fracture tant dans la rue que, surtout, dans les esprits.

Parallèlement, l'autoritarisme de la Macronie entraîne de graves ressentiments chez les personnels :

Quelques exemples :

1/ Le passage en force pour imposer une 2^{ème} heure-supplémentaire, malgré l'opposition unanime des partenaires lors du Comité Technique Ministériel, et l'application de cette règle des 2 heures sup imposées avant même la tenue du 2nd CTM et le passage de la Loi montre le baffouement des souhaits de collègues qui, pour des raisons de fatigue et de d'auto-préservation, veulent demeurer aux 18h légales. Mais, l'heure supplémentaire doublée, censée servir d'ajustement ponctuel pour certains cas de figure devient la règle... C'est la sueur, c'est la santé à payer pour qu'un Président réduisent à la hache le nombre de fonctionnaires !

2/ la volonté d'étendre le « devoir de réserve » des hauts fonctionnaires à

l'ensemble des fonctionnaires montre, là aussi, la dérive arbitraire, et même autoritaire, de ce gouvernement. Non ! Nous n'avons pas prêté serment de fidélité au pouvoir en place, c'était une période sombre que, à la CGT, nous avons combattu, et que nous appellerons aussi à combattre, soyez-en certains ! Les fonctionnaires sont au service de la population, car, comme le dit simplement la Constitution, le peuple est souverain. C'est donc du droit des fonctionnaires, et même de leur devoir, de défendre les services publics, le bien commun, plutôt que l'intérêt personnel et partisan du résident ponctuel du palais présidentiel !

Revenons au 1^{er} degré :

On constate encore une fois lors de cette carte scolaire un ratio ouverture/fermeture négatif... Cela va pourtant à l'encontre de l'évidence que des classes moins chargées améliorent les résultats... Une fois de plus, les classes maternelles sont malmenées, les effectifs au regard des enjeux fondamentaux de développement du langage sont scandaleux. Au lieu d'un effort financier en direction de l'école primaire publique, le gouvernement a décidé de faire un formidable "coup de pouce" financier aux écoles privées... On constate on ne peut plus amèrement où sont les priorités.

L'orientation politique vers une territorialisation de l'enseignement, déjà commencée avec les différentes lois sur les rythmes scolaires, continue à s'ancrer avec la mise en place progressive des écoles du socle. Outre le bénéfice de supprimer des postes de décharge de direction, d'avoir la possibilité de faire travailler les PE au collège et par conséquent de grignoter encore des postes, la division des personnels qui ne formeront plus un corps unique au niveau national sera un atout pour accélérer la casse de cette école qui n'a plus de confiance que le nom.

D'ailleurs, où se situe la confiance, quand le ministère désavoue l'expertise de ses enseignants, en leur imposant des évaluations iniques et en supprimant leur liberté pédagogique ? La dérive uniquement neuroscientifique est dangereuse, non pas du fait des neurosciences elles-mêmes qui restent des sciences comme tant d'autres, mais du fait de l'imposition d'un modèle unique et dogmatique jetant avec mépris les autres champs d'études. Or, le passé devrait nous avoir appris que seule la

diversité permettait une évolution positive et efficace pour s'adapter aux contraintes mouvantes du réel. Darwin l'a expliqué il y a 150 ans, la "compétence" n'est manifestement toujours pas acquise.

Pour le 2nd degré, les contre-réformes du lycée et du lycée professionnel commencent à montrer leurs impacts :

Au lycée général et technologique, la réforme en cours amène nombre de suppressions de postes, et les programmes d'une ambition débordante amène nombre de collègues à s'interroger sur leur faisabilité... Le rassemblement spontané des collègues des lycées généraux de Vannes hier après-midi devant l'Inspection académique illustre cet état de sidération. Les mobilisations lycéennes aussi, même si le recours massif à l'éborgnage de la part des forces encore des guillemets : « de l'ordre », quand ce n'est pas l'insulte grave des droits de manifester avec l'arrestation de centaines de lycéens à Evry...

Au lycée professionnel, la baisse des DGH est aussi notable, bien que les pertes de postes ne soient pas encore aussi importantes... mais l'étalement de la réforme sur 3 ans promet aussi son lot de pertes de postes.

D'ors et déjà, avec le volume horaire donné, chaque établissement tente tant bien que mal de rafistoler une année scolaire prochaine pour les 2nde pro et 1ères années de CAP qui s'annonce chaotique, surtout que les nouveaux programmes ne sont toujours pas connus ! Des boycott de CA, des interpellations de parlementaires ainsi que des actions de dénonciation de cette réforme sont en cours, et vont, soyez-en sûr, se multiplier. Et nous tenons ici, solennellement, à alerter les membres de cet auditoire sur la situation catastrophique pour les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels lorsque des regroupements de sections, avec ou sans logique de famille de métiers, font que l'enseignement général, déjà bien fragilisé par la réforme (seulement 3,5 h de français et d'histoire-géo par semaine pour des jeunes à qui l'on va de plus en plus attendre des capacités à s'adapter... de qui se moque-t-on?) - donc que l'enseignement général se voit de plus en plus dispensé dans des classes plétoriques : plus de 30 élèves en LP. C'est tout simplement une souffrance institutionnelle qui aujourd'hui sévit auprès des classes sociales les moins

favorisées. Sans être visionnaire, je puis vous assurer que le nombre de collègues en arrêt maladie va fortement augmenter... sans parler des élèves en souffrance ! Mais, qu'on se rassure, la bienveillance est paraît-il le maître mot de nos gouvernants... et le ministre Blanquer annonce que sa réforme va mettre la voie pro sur l'excellence ! Dit par des responsables qui n'ont jamais été confrontés ne sera-ce qu'une heure à ce public, nous y voyons un mépris de classe. Celui-là même, qui, comme nous le disions au début de la déclaration, a fait que des citoyens hier sans voix se sont révélés être gilet jaune depuis plus d'un mois.

Je vous remercie de votre écoute.